

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Weinstein, Martin (Ed.) *Revolutionary Cuba in the World Arena*, Philadelphia (Penn.), Institute for the Study of Human Issues, 1979, 166 p.

par Claude Morin

*Études internationales*, vol. 11, n° 4, 1980, p. 775-777.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701132ar>

DOI: 10.7202/701132ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

que peut se faire l'admission de ces gens, l'ouverture s'élargissant après le coup d'État de mars 1976 en Argentine pour que du 11 septembre 1973 au 31 décembre 1978 la Grande-Bretagne reçoive 3.000 réfugiés environ sur un total de 28.117 provenant de l'ensemble latino-américain. Les relations politiques, auscultées par Christopher Roper qui fut longtemps aux *Latin American Newsletters*, souffrent du rôle de « caniche des États-Unis en Amérique latine » (p. 50) que joue la fière Albion et du fait qu'elles « restent enracinées au XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 52). Plus que le Parti travailliste, c'est le mouvement syndical qui pourrait en fait laisser espérer une amélioration des rapports futurs. Le directeur du *Stockholm International Peace Research Institute*, Frank Barnaby, rappelle dans un texte sur le commerce des armes que des 120 guerres ayant eu lieu à travers le monde entre 1947 et 1977 pas moins de 23 ont fait rage en Amérique latine où les dépenses en armement n'ont cessé de croître, se chiffrant en 1975 à quelque 2% du PNB et l'Amérique du Sud faisant affaire en ce domaine avec les États-Unis (29%), la Grande-Bretagne (24%), la France (19%) et l'Allemagne de l'Ouest (12%) pour devenir dans les années 1970 la troisième principale région du Tiers Monde importatrice d'armes.

Dans un dernier article sur la connexion sud-atlantique, le chercheur David Fig du Département des relations internationales à la *London School of Economics* scrute les liens croissants de l'Afrique du Sud avec l'Amérique latine, surtout avec les États sous contrôle militaire comme le Brésil, véritable tête de pont, le Paraguay, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine. Pareils liens, organisés par le gouvernement de Pretoria depuis le milieu des années 1960 afin de parer au boycottage international ripostant à l'*apartheid*, signifient investissements comme échanges commerciaux. Les dirigeants sud-africains voudraient les faire déboucher sur une collaboration militaire et sur l'émigration de leur minorité blanche en Amérique latine.

L'ouvrage, interprète de la bonne conscience anglaise, se termine par un journal détaillé des événements qui en 1978 ont marqué l'Amérique latine et ses relations avec la

Grande-Bretagne ainsi que le reste de l'Europe. Des appendices nous instruisent enfin, jusqu'en avril 1979, sur le commerce entre la Grande-Bretagne et l'Amérique latine, sur les investissements britanniques dans le sous-continent, sur l'aide apportée à cette Amérique latine par la Grande-Bretagne, sur les armes qu'elle y a vendues, sur les organismes britanniques s'intéressant à l'Amérique latine, et finalement sur les principaux journaux et séries publiés en Grande-Bretagne à propos de l'Amérique latine.

Jean-Marie LONCOL

Département d'histoire,  
Université de Montréal

WEINSTEIN, Martin (Ed.) *Revolutionary Cuba in the World Arena*, Philadelphia (Penn.), Institute for the Study of Human Issues, 1979, 166 p.

La cubanologie nord-américaine a-t-elle fait peau neuve ? Ce champ d'études affichait, encore il y a peu, des couleurs nettement anticastristes et une perspective aussi manichéenne que celle qui dominait la soviétologie au sommet de la Guerre froide. À en juger aux titres des ouvrages, la Révolution cubaine paraissait se ramener au castrisme ou au communisme. La littérature de combat l'emportait, même si elle savait se couvrir d'originaux savants. Pourtant, avant même 1975, une mutation se dessinait. L'institutionnalisation en cours à Cuba, l'avènement d'une nouvelle génération de cubanologues aux États-Unis, les pressions de certains milieux d'affaires en faveur d'une levée du blocus commercial conjugaient leurs effets pour imprimer un ton nouveau aux ouvrages universitaires, aux rapports de la Rand Corporation comme aux mémoires présentés au gouvernement américain. Ainsi dès 1975 la Commission Linowitz (*The Americas in a Changing World*) recommandait de mettre un terme à la politique d'isolement pratiquée par les États-Unis à l'endroit de Cuba.

Le livre publié par Weinstein témoigne éloquentement de ce tournant. Fruit pour l'essentiel d'un congrès tenu à l'Université de New York fin 1975, il comprend en outre quelques chapitres écrits sur commande et,

chose assez rare pour les oeuvres du genre, les articles ont bénéficié d'une mise à jour en 1978. À propos des deux contributions qui ouvrent et ferment l'ouvrage, il y a peu à commenter si ce n'est qu'elles placent la Révolution cubaine sous un éclairage fort sympathique. Conquise par ce mélange d'authenticité, d'égalitarisme et de participation, qu'elle considère à juste titre comme l'une des pierres de touche d'un modèle de développement, Frieda M. Silvert écrit: « Cuba has either already solved or is well on the way to solving every standard problem whose solution development specialists seek in their work, be they socialist, capitalist, or Third World enthusiasts » (p. 14). Nita R. Manitzas pour sa part met en valeur l'impact du modèle cubain dans les Amériques: dans un continent où la majorité des pays ne bénéficient d'aucun consensus national, où les dirigeants ne représentent que des intérêts minoritaires et ont une assise de classe étroite, Cuba exerce une fascination méritée; quel autre pays oserait armer son peuple?

À côté de ces articles qui viennent sans plus corriger des perspectives trop souvent mesquines, voire hostiles, les textes de G.B. Hagelberg sur la politique sucrière et d'Edward A. Hewett sur l'adhésion au COMECON constituent les plats de résistance. Le premier trace, à l'aide d'une batterie de statistiques, les coordonnées du sucre cubain qui compte encore pour le quart des exportations mondiales. Mais en insistant sur la continuité et en reprenant, peut-être à la blague, le dicton pré-révolutionnaire « Pas de sucre, pas de pays » Hagelberg oublie que le sucre est désormais mis au service d'un développement certes saccadé, pourtant indéniable. La dépendance commerciale envers les marchés socialistes n'a pas non plus le même sens. Cuba ne demande qu'à accroître ses livraisons aux pays capitalistes même lorsque les cours sont à la baisse et il est très actif au sein de l'Organisation Internationale du Sucre. Hewett inscrit la contribution la mieux fouillée. De ses calculs il ressort que durant la période 1960-1972 l'assistance soviétique a correspondu au quart de toutes les importations cubaines et qu'elle a représenté environ 4% du PIB annuel; son impact a été toutefois de beaucoup supérieur si

l'on considère qu'elle portait sur de la machinerie, des biens d'équipement et des pièces de rechange non disponibles ailleurs. L'entrée de Cuba au COMECON en 1972 a pu surprendre. Après une analyse des conditions dans lesquelles elle semble s'être faite, l'auteur suggère qu'elle fut l'oeuvre de l'URSS qui cherchait sans doute par ce moyen à répartir les coûts de sa coopération, à inciter Cuba à une planification plus rigoureuse, mais surtout à utiliser l'île comme un tremplin pour une projection du COMECON hors du continent euroasiatique; les dirigeants cubains pour leur part auraient su jouer de leur position pour négocier une admission à des conditions exceptionnelles.

Dans son étude sur la dimension internationale de la politique militaire cubaine, J. Domínguez part du postulat que si Cuba a eu besoin pour sa survie dans les années 60 d'une solide organisation militaire, il a mis à profit la sécurité acquise après 1970 pour déployer des activités militaires en Afrique. Il insiste sur le virage qu'a représenté en 1975 l'envoi de troupes en Angola. À la différence de ceux qui font de Cuba le bras armé de Moscou, il explique la multiplication des réservistes et le déploiement à l'étranger par la nécessité d'entretenir l'aiguillon (« this 'bee sting' capability ») contre une menace extérieure. Celle-ci ne semble plus devoir venir des exilés comme le montre Lourdes Casal dans son excellent chapitre sur l'immigration cubaine aux États-Unis. Le militantisme premier, contemporain du débarquement à la Baie des Cochons, a cédé le pas à partir de 1965 à une dépolitisation et le terrorisme a vite dégénéré en banditisme, d'autant plus que l'invitation au dialogue lancée par Castro en septembre 1978 a contribué à diviser la « communauté », a isolé les activistes et a favorisé la montée de nouveaux dirigeants. Les événements du printemps 1980 ont démontré la capacité de la « comunidad » à intervenir dans la politique américaine et son refus à servir de pilier à une politique agressive contre Cuba.

L'article de Lowenthal, écrit début 76, s'il part d'une hypothèse crédible et éclairée - l'intervention en Angola ne découlait ni d'une pression soviétique, ni d'une relance du romantisme cubain - se trompe en empruntant la forme d'un mémoire imaginaire adressé à Cas-

tro, comme si le processus de décision à Cuba reproduisait le modèle américain, et sonne faux quand on sait le degré de connaissance qu'avait Fidel de la situation angolaise, la rapidité avec laquelle la décision fut prise et exécutée comme l'a démontré G. García Márquez.

Ce livre ne propose pas vraiment une analyse de la politique étrangère cubaine. Il navigue entre deux thèses extrêmes: celle du satellite soviétique et celle d'un internationalisme révolutionnaire. Il s'en tient, comme ses devanciers, à une description, au demeurant bien réussie, de la projection internationale de la Révolution cubaine, sans analyser le jeu des forces internes et externes qui commandent la politique étrangère. Au moins refuse-t-on de voir en Cuba une marionnette aux mains des Soviétiques. De même écarte-on une interprétation trop idéaliste, car cette politique de grande puissance, si elle est en continuité avec des idéaux maintes fois affirmés et surtout pratiqués, reconnaît des coûts et n'est pas sans calculs. Fidel déclarait en septembre 1979: « Les révolutionnaires cubains ne sont pas et ne deviendront pas des opportunistes. Nos propres intérêts économiques et nationaux seront maintes fois sacrifiés afin de défendre un principe juste, une ligne politique honorable ». Soit. N'empêche que la première priorité demeure la survie de la Révolution. Et celle-ci paraît passer désormais par une intégration accrue au marché capitaliste; les échanges avec l'Ouest sont passés de 17% en 1962 à 41% en 1974 et l'assistance octroyée par l'OCDE a grimpé de \$100,000 en 1971 à 29 millions en 1977.

Le développement de Cuba (comme celui des pays du « bloc soviétique ») semble dépendre d'un accroissement des relations commerciales avec l'« Ouest » et impose une course aux devises qui pousse Cuba à exporter ses techniciens en Afrique et au Moyen-Orient. Depuis quelques années en effet Cuba signe des contrats de services avec bon nombre d'États (Lybie, Algérie, Irak, Angola). Il a même créé un ministère pour coordonner les activités de construction à l'étranger et le plan de 1981-1985 prévoit des fonds pour la formation de médecins et de techniciens destinés à des missions « internationalistes ».

En somme, Cuba se tient sur la corde raide, poursuivant l'une des politiques des plus risquées de l'après-guerre qui lui aura permis d'échapper au « fatalisme géographique » et de se propulser au rang des pays dont l'influence disproportionnée à ses moyens n'a d'égale que la foi révolutionnaire qui l'anime.

Claude MORIN

Département d'histoire  
Université de Montréal

ZYLBERBERG, Jacques: *Aux sources du Chili contemporain: Économie et société au Chili colonial*. Québec/Paris, Les Presses de l'Université Laval/Éditions Anthropos, 1980, 216 p.

J. Zylberberg vient de publier aux Éditions Anthropos et aux Presses de l'Université Laval, un utile essai sur le Chili: *Aux sources du Chili contemporain. Économie et société au Chili colonial*. Travail de sociologue et d'historien, il résume de façon claire la plupart des études produites par une des plus riches traditions historiques du sud du continent. Elles ont été judicieusement choisies. J. Zylberberg ne les suit pas mais s'en sert pour mieux étaler ses preuves. En effet, ce petit essai est un long commentaire, très vif et très bien réussi, d'un grand nombre d'hypothèses et d'explications sur l'histoire et l'économie chiliennes.

Là où nous décelons quelques raisons de nous réjouir, d'autres concluront que l'essai de M. Zylberberg souffre d'un manque de fréquentation des archives ou des sources de première main. Mais il faut prendre le produit tel qu'il a été conçu: oeuvre pédagogique et essai de lecture de la réalité coloniale chilienne. Sur ces deux points le livre de J. Zylberberg doit être recommandé à tous ceux qui désirent s'initier à l'histoire économique et sociale du Chili. Ils y trouveront une impressionnante bibliographie et une vaste connaissance des auteurs qui ont consacré leurs vies aux thèmes chiliens. Ils y trouveront aussi des motifs pour approfondir certaines questions et pour se lancer dans l'étude d'un cas historique qui ne finit pas de passionner les spécialistes en sciences sociales.